



Haja et Ousmane - Bruxelles - Novembre 2008

Haja est le secrétaire général de la Fekritama et de la CPM (Coalition Paysanne de Madagascar), les deux principales fédérations paysannes malgaches. Diallo est en charge de la communication et des activités de tourisme rural dans le Comité Exécutif de l'AOPP - l'Association des Organisations Professionnelles Paysannes du Mali -, la première fédération paysanne au Mali.

Ces organisations sont les partenaires de Tamadi pour l'organisation de voyages en milieu rural au Mali et à Madagascar.

Haja et Diallo étaient présents du 17 au 19 octobre 2008, à Bruxelles, sur le stand de Tamadi au Salon « Tourisme Autrement ».

Nous avons profité de leur présence pour discuter avec eux « mouvement paysan » et « tourisme rural ».

Tamadi : La structuration du mouvement paysan africain est un phénomène relativement récent. Vous faites partie des pionniers qui ont construit ce mouvement, rassemblé les initiatives et les leaders locaux pour constituer

de puissantes fédérations. Pouvez-vous nous expliquer comment cela a commencé dans vos pays respectifs ?

Diallo : Après les grandes sécheresses sahéliennes des années 83-84, les organisations paysannes françaises, à travers les AFDI (organismes de coopération liés à la FNSEA), nous ont aidé à nous structurer. Dans un premier temps, différentes AFDI régionales ont appuyé les organisations paysannes dans les différentes régions du Mali. Ce n'est que plus tard, au début des années 90, que le regroupement dans une fédération nationale a été possible, notamment parce que le renversement du régime militaire, en 1991, a créé une dynamique favorable à la liberté d'association et d'expression.

En 1993, lors de la rencontre de Dioura, plusieurs organisations paysannes locales ont créé la Commission Paysanne, une structure encore informelle. Le 15 septembre 1995, l'AOPP sera officiellement créée par 24 organisations paysannes fondatrices.

Haja : A Madagascar, le mouvement a démarré à peu près à la même époque. La période de la « Révolution socialiste » avait laissé de côté le développement rural et les paysans. En 1987, nous nous sommes réunis, à quelques responsables paysans, et nous avons décidé d'organiser la sensibilisation à la base. Cela a abouti, dès 1988, à la création de la FEKRITAMA, la

Fédération Chrétienne des paysans Malgaches. Nos objectifs à l'époque étaient d'abord de sensibiliser, de former les responsables, d'inciter les paysans à créer de nouvelles organisations. Nous faisons aussi la promotion des greniers communautaires et des systèmes d'épargne/micro-crédit. La priorité était au renforcement de la sécurité alimentaire des populations rurales.

Tamadi : La Fekritama est lié à l'Eglise ?

Haja : Pas du tout. Nous sommes tout à fait indépendants. Nous ne sommes ni liés à l'Eglise, ni à un parti politique. Nous nous sommes constitués avec nos propres forces, sans l'appui d'une ONG, d'une Eglise ou d'une structure extérieure. Ce n'est d'ailleurs pas le cas de toutes les Fédérations paysannes à Madagascar. La FIFATA et le SOA (le Syndicat des Organisations Agricoles), ont été créés et sont plus ou moins pilotés respectivement par la FERT et les AFDI qui ont des expatriés sur place. Notre autonomie est d'ailleurs parfois mal comprise par les partenaires étrangers. Pour en revenir à l'appellation chrétienne présente dans notre dénomination, nous la devons à notre affiliation SEKRIMA (Syndicat Chrétien des Travailleurs) dont nous sommes devenus la branche « paysanne ». La Fekritama regroupe des paysans sans aucune discrimination.

Tamadi : Quelles sont aujourd'hui les relations entre l'AOPP et les AFDI ?

Diallo : Aujourd'hui, nous avons pris notre autonomie. Il n'y a plus de permanent AFDI au sein de l'AOPP. Les AFDI apportent toujours un appui financier à nos structures régionales et, après quelques années d'interruption, appuient à nouveau la structure nationale. Mais à ce niveau, il s'agit de bailleurs parmi d'autres. Dernièrement, nous avons connu une crise de confiance temporaire avec nos bailleurs. Dans ce contexte, les AFDI ont voulu reprendre la gestion directe des fonds qu'ils nous apportent. Nous avons catégoriquement refusé.

Tamadi : Aujourd'hui, comment sont structurées vos organisations ? Combien de membres regroupez-vous ?

Diallo : Aujourd'hui, l'AOPP, c'est près de 300 Organisations Paysannes (OP). Celles-ci sont regroupées en Fédérations Régionales, une par région administrative du Mali, sauf la région saharienne de Kidal où nous n'avons pas encore constitué de régionale. Chaque fédération régionale désigne trois délégués dans le Bureau Exécutif de la Fédération Nationale.

En tout, structures régionales et nationale confondues, nous pouvons aujourd'hui nous appuyer sur une équipe de 43 salariés.

Haja : Nous sommes également structurés en « régionales » : 19 organisations régionales pour 22 régions que compte le pays. Mais nous sommes aussi une Confédération puisque nous sommes un regroupement de 9 Fédérations : Fédération de syndicats paysans, de coopératives agricoles, de femmes rurales, de jeunes agriculteurs, d'organisations liées à une filière (riz, lait, maraîchage, cultures d'exportation : vanille, café, cacao...). Nous avons engagé une cinquantaine de salariés dont une quinzaine au siège à Antananarivo. Nous regroupons plus des 1500 organisations locales qui, au total, représentent plus de 30.000 exploitants agricoles.

Tamadi : Autre point commun entre vos organisations : la FEKRITAMA et l'AOPP ont été à la base de la création de Confédérations Nationales devenues les interlocutrices uniques de vos gouvernements...

Diallo : L'Etat nous divisait continuellement. On nous disait : « Vous n'êtes pas les seuls. Vous ne pouvez pas parler au nom de l'ensemble des paysans ». Il existait d'autres petits regroupements qui ne représentaient pas grand monde et qui étaient souvent manipulés par le gouvernement. Ils ne voulaient pas s'intégrer à l'AOPP, pourtant de loin la plus importante fédération. Alors, nous avons décidé de créer la Coordination Nationale des Organisations Paysannes (CNOP) qui rassemble tout le monde. Jusqu'en 2005, la CNOP était logée à l'AOPP. Son président est actuellement encore un membre de l'AOPP.

Haja : La situation était quasiment identique à Madagascar. Le gouvernement jouait avec les différentes fédérations existantes, utilisant nos divisions. Nous avons alors créé la Confédération des agriculteurs malagasy qui rassemble tout le monde. Je suis le secrétaire général de la Fekritama, mais aussi celui de la Coalition Paysanne de Madagascar (CPM). Fekritama représente 30% des effectifs de la CPM.

Tamadi : Une autre stratégie des gouvernements face au mouvement paysan est l'utilisation des Chambres d'Agriculture...

Haja : Le gouvernement a créé le réseau de Chambres d'Agriculture en 2002 pour contrer la CPM qui montait en puissance. Nous n'avons pas été associés aux discussions pour la création de ces institutions, mais aujourd'hui les membres de la CPM contrôlent 100% des sièges dans les Chambres d'Agriculture. Les chambres ne sont pas parvenues à faire de l'ombre à la CPM et à la Fekritama malgré les petits moyens dont ces dernières disposent.

Diallo : Au Mali, les Chambres existaient avant l'AOPP. A la tête de l'APCAM, l'Assemblée Permanente des Chambres d'Agricultures du Mali, on ne trouvait pas des paysans, mais, le plus souvent, d'anciens fonctionnaires retraités... Dès la création de l'AOPP cela a été la méfiance réciproque, beaucoup de frictions. Aux dernières élections pour les Chambres d'Agriculture, l'AOPP a changé de stratégie et présenté des candidats à tous les niveaux. Nous avons ainsi raflé presque tous les postes. Le président de l'APCAM est le président de SYCOV, le syndicat des cotonniers, un des membres fondateurs de l'AOPP.

Tamadi : Progressivement, l'AOPP et la FEKRITAMA ont développé toute une série d'activités à la fois de formation, de lobbying mais aussi économiques. Expliquez-nous cela...

Haja : Un volet important de nos activités sont les formations et les informations que nous diffusons vers nos membres et nos partenaires. Nous diffusons un journal en langue nationale, une lettre électronique en français et en anglais, un site web, ainsi que des lettres circulaires. Nous organisons des formations aux techniques de l'agriculture durable : la culture sur paillage, le reboisement, la riziculture intensive... Nous avons mis au point un système de riziculture intensive (SRI) grâce auquel nous arrivons à des rendements supérieurs à 7 tonnes/ha. Le système repose sur le repiquage précoce des plants, après seulement une dizaine de jours... Au départ, les scientifiques étaient sceptiques par rapport à cette technique mise au point par des paysans. Aujourd'hui, face aux résultats obtenus, ils commencent à s'y intéresser. Lorsque Faliry Boly, le président de la Plateforme des Riziculteurs maliens, est venu à Madagascar avec Tamadi, nous lui avons montré cela. Il était très impressionné et avait très envie d'essayer cela chez lui... Nous

appuyons également nos membres (coopératives, groupements de femmes, jeunes...) sur le plan administratif, organisationnel, financier... à travers des formations et des interventions ponctuelles.

Nous travaillons également sur un projet de diffusion des énergies renouvelables : fours solaires, micro-unités de biogaz pour la production d'électricité familiale. Dernièrement, nous avons répondu à des appels d'offre du gouvernement pour l'installation de Centres de Services Agricoles dans les districts. Nous avons obtenu la mise en place de ces Centres dans trois régions du pays.

Enfin, il y a toutes les activités de plaidoyer politique vis-à-vis du gouvernement et, bien sûr, l'activité « tourisme rural » qui est gérée par une coopérative spécialisée que nous venons de créer : MATOR.

Diallo : Actuellement, outre les activités de plaidoyer et de tourisme rural, l'AOPP est active à travers plusieurs programmes déclinés dans chaque structure régionale et dans les organisations locales concernées. Je citerai notamment un programme d'appui à la reconversion/diversification dans les zones de cultures du coton, de façon à encourager le retour aux cultures vivrières. Nous avons également un important programme en matière de préservation et de production des semences. Une manière préventive de lutter contre l'arrivée des OGM. Un autre programme, centré sur l'objectif de sécurité alimentaire, appuie le développement des productions vivrières telles que le manioc, le niébé, les cultures maraîchères. Nous appuyons également des projets de reboisement et de promotion de l'élevage.

Depuis quelques années, les activités de soutien à la production agricole sont complétées par des actions visant à promouvoir la commercialisation et/ou la transformation des produits agricoles par des coopératives paysannes. Nous constatons en effet que les commerçants s'arrangent pour

nous acheter nos produits à très bas prix et font de gros bénéfices en revendant ceux-ci. Ainsi, nous développons des projets de commercialisation des produits maraîchers, tandis qu'un autre programme est centré sur la création de coopératives d'approvisionnement en engrais et semences et de coopératives de commercialisation des céréales.

Tamadi : Vous avez parlé d'agriculture durable, de préservation des semences locales,... quelle est la position de votre organisation en ce qui concerne les OGM ?

Haja : La Fekritama a pris clairement position contre les OGM. Nous voulons une agriculture saine. Nous sommes attachés à nos semences. Elles font partie de notre patrimoine. Nous demandons que l'Etat prenne des mesures pour protéger les semences locales contre les semences importées, OGM ou non.

Diallo : L'AOPP est également opposé aux OGM. On nous dit que cela va augmenter les rendements, mais on ne connaît pas les conséquences à long terme sur l'environnement et surtout sur notre indépendance. On ne pourra plus utiliser nos semences et nous dépendrons des grandes sociétés européennes et américaines. C'est le retour du colonialisme. Nous ne voulons pas cela.

Tamadi : En dehors de la question des OGM, quels sont les principales revendications de votre organisation vis-à-vis de votre gouvernement ?

Diallo : Nous avons été associés aux discussions préparatoires de la Loi d'Orientation Agricole qui a été votée en 2007. Nous avons défendu l'idée d'une reconnaissance de la profession d'agriculteur dans la perspective d'un accès à la Sécurité Sociale. Une autre bataille visait la sécurisation foncière des paysans en transformant les droits fonciers informels en droits formels. L'enjeu principal pour nous

est de défendre les petits paysans face aux commerçants, fonctionnaires ou investisseurs qui profitent du flou des règles informelles pour accaparer nos terres. Nous avons également réclamé un meilleur accès au crédit de campagne et d'investissement, une association des organisations paysannes dans la définition des politiques de recherche dans le secteur de l'agriculture et enfin, une adaptation des stratégies de renforcement des capacités des paysans aux véritables besoins. Aujourd'hui, l'Etat propose souvent des formations inadaptées par rapport aux réalités et aux besoins.

Haja : La sécurisation foncière est également une de nos priorités. Nous réclamons des titres fonciers pour pouvoir résister à l'accaparement de nos terres par les investisseurs de l'agro-business, notamment les grandes sociétés qui investissent dans les agro-carburants. La sécurité des personnes en milieu rural est également une grande préoccupation en milieu rural. Nous demandons à l'Etat de prendre les mesures adéquates pour lutter contre le banditisme, le vol des animaux... Les gens ont peur dans les villages. Autre revendication de la Fekritama : nous voulons une diminution des taxes pour les coopératives paysannes afin de favoriser l'économie coopérative par rapport au secteur de l'agro-business.

Tamadi : La défense de l'exploitation familiale face aux menaces des investisseurs de l'agro business ?

Diallo : Certains, même dans notre gouvernement, défendent l'idée que les problèmes de la faim et du sous-développement peuvent être vaincus grâce aux grands investisseurs qui vont créer des grandes exploitations modernes. Dans certaines régions du pays, ces investisseurs commencent à venir, comme dans la zone Office du Niger. Ils vont utiliser les ressources en eau et les superficies disponibles pour des cultures de rente,

comme la canne à sucre. Ce qu'il faut, c'est donner aux petites exploitations familiales la possibilité de se développer, d'aménager de nouvelles terres, d'avoir accès au crédit... Il n'y a presque pas d'industrie au Mali. Si les petits paysans sont chassés de l'agriculture, que vont-ils devenir ?

Haja : Nous ne sommes pas absolument opposés à l'agro-business. Mais il faut des concertations entre le gouvernement, les investisseurs et les paysans en place. Aujourd'hui dans ma région par exemple, la région du Moyen-Ouest de Madagascar, des paysans sont chassés de leurs terres au profit d'investisseurs privés, nationaux ou étrangers. Dans le Nord et le Sud-Est du pays, c'est la même chose, des paysans ont été chassés pour créer des grandes exploitations de canne à sucre destiné à la production d'éthanol. Nous avons protesté, mais en vain jusqu'à présent. Pourtant, il reste beaucoup de terres non exploitées à Madagascar ; les investisseurs n'ont qu'à s'installer sur ces terres...

Tamadi : L'AOPP et la FEKRI-TAMA se sont toutes les deux lancées dans l'activité de tourisme rural. Quels étaient vos objectifs en vous lançant dans cette aventure ?

Diallo : Nous avons fait le constat que souvent nos partenaires du Nord, notamment les paysans français, ne nous comprenaient pas, sans doute parce qu'ils ne connaissaient pas assez nos façons de fonctionner et de penser, nos contraintes. Les dirigeants de l'AOPP sont souvent invités par les partenaires du Nord, ils visitent les fermes en France, en Belgique... Mais le contraire n'est pas vrai. Nos partenaires viennent rarement visiter nos exploitations, partager notre vie au quotidien. Nous n'avions pas les moyens de les inviter. Alors, on a pensé à organiser du tourisme rural. Pour qu'on se connaisse mieux. L'idée était là. Elle s'est concrétisée lorsque nous avons rencontré Véro et Benoît. Nos idées étaient les mêmes. On se

comprenait. C'est comme cela que c'est parti.

Haja : Madagascar est une destination touristique connue, qui attire beaucoup de touristes occidentaux. Nous nous sommes demandés comment les paysans pourraient profiter de cette opportunité. En février 2005, Agriterra a financé une étude sur le tourisme communautaire à Madagascar. L'étude démontrait l'existence d'une demande de ce type de tourisme, mais aussi la faiblesse des infrastructures. Avec l'appui d'Agiterra, nous avons alors entrepris d'aménager des logements pour accueillir des voyageurs à Iarintsena, et nous avons organisé des formations pour se préparer à l'accueil de touristes. Une agence de voyage hollandaise, Baobab, intègre une étape « communautaire » à Iarintsena dans son circuit malgache. Cela nous a permis de démarrer. Ensuite, en 2007, nous avons rencontré l'équipe de Tamadi. Ce qui a constitué une nouvelle étape. Avec Tamadi, il ne s'agissait plus d'accueillir des voyageurs pour une étape « communautaire » à l'intérieur d'un circuit plus classique, mais d'offrir un circuit complet en milieu paysan. Au lieu de 2 nuits par voyageur, on passait à près de 15 nuits par voyageur... Comme les projets de tourisme rural prenaient de l'importance, nous avons décidé de créer une coopérative dépendant de la Fekritama pour gérer ces projets. C'est MOTOR.

Tamadi : Au Mali, la collaboration entre Tamadi et l'AOPP est engagée depuis trois ans. A Madagascar, cela fait un an. Après ces premières années d'expérience, quel premier bilan tirez-vous de cette activité de tourisme rural ?

Diallo : Pour nous, c'est très positif. Nous pensons vraiment que les voyageurs et les familles qui les accueillent ont appris à se connaître mieux. Ce sont, je pense, des découvertes réciproques. J'ai entendu un membre d'une famille d'accueil dire : « Je ne pensais

qu'il y avait des toubabs comme cela ! ». Cela crée aussi une dynamique au niveau des villages et des familles d'accueil. Il y a une émulation entre elles. Certaines familles vont interroger les vieilles du village pour retrouver d'anciennes recettes... Cela amène également une réflexion et des améliorations au niveau de l'hygiène, des sanitaires. Sur le plan financier, aussi, c'est intéressant. Certains guides ont pu financer leurs études ou acheter du matériel agricole. Cela constitue aussi des revenus supplémentaires pour les familles d'accueil. Ces revenus sont presque toujours gérés par les femmes de la famille. Le projet apporte aussi un peu de revenu aux organisations paysannes locales. Si jusqu'à présent celui-ci a presque totalement été réinvesti dans l'activité pour l'achat de matelas, de moustiquaires, de lampes... les revenus de l'année 2008 devraient permettre aux OP de financer une partie de leurs propres projets.

Haja : A Madagascar, on constate également une dynamique positive dans les familles et les villages concernés : propreté, aménagement des sanitaires, petites améliorations dans les maisons. Et il est clair que les revenus apportés par l'activité motivent les guides, les associations locales et les familles d'accueil. D'ailleurs chaque région veut maintenant son circuit. Pour la Fekritama aussi, c'est important, car cela nous donne non seulement des moyens supplémentaires, mais aussi renforce notre légitimité vis-à-vis de nos associations membres.

Interview réalisée par Benoît Dave
Bruxelles - Novembre 2008

<http://www.fekritama.mg/>
<http://www.aopp-mali.org/>